La charge de la dette devient le premier poste budgétaire de la France

30/09/2011 à 7h04

Pour la première fois, la charge de la dette, c'est à dire ses intérêts, est en train de devenir le premier poste budgétaire de la France. Elle s'élèvera à 48,8 milliards d'euros, pour un endettement estimé à 87,4% du PIB. C'est dans ce contexte que le gouvernement présente son projet de budget 2012, marqué par la rigueur et la réduction des déficits.

> ***Qu'est-ce qui coûte plus cher que l'Éducation nationale ou la Défense ? Réponse : la dette. Hors pensions, la dette va en effet devenir le premier poste budgétaire de la France en 2012. Une première qui n'a rien de réjouissant.***

Dans le détail, la dette représente sur 2011 la proportion de 85,5% du Produit intérieur. Au mois de mars dernier, elle était évaluée à 1.646,1 milliards d'euros. Sa charge, elle s'élèvera à 48,8 milliards d'euros, alors que l'enseignement scolaire par exemple, représente 45,5 milliards (hors pensions).

En 2012, la situation devrait empirer, puisque la charge de la dette devrait atteindre 87,4% du PIB. Une perspective d'autant plus sombre qu'elle s'accompagne aujourd'hui d'un coup de frein sur la croissance française, qui a été nulle au 2ème trimestre, selon l'Insee.

Le gouvernement promet toutefois une goulée d'air après cette plongée en eau profonde, puisque le poids de la dette pourrait s'alléger quelque-peu à 87,3% du PIB en 2013.

C'est du moins ce que prévoit le projet de budget 2012

présenté ce mercredi par le gouvernement. Il érige en priorité le respect des engagements de réduction du déficit public de la France. Les ministres n'ont plus peur d'utiliser le mot austérité, en fixant comme objectif un passage du déficit public (État, collectivités locales, Sécurité sociale) de 5,7% du PIB cette année à 4,5% en 2012, puis 3% en 2013, soit le plafond fixé par les traités européens. Le budget de la France n'a plus été excédentaire depuis 1974.

Le projet reconnaît toutefois que cet objectif est conditionné au maintien d'une croissance au moins à 1,75% en 2012. Mais que les "turbulences" de la crise pourraient la faire dérailler.

Le projet prévoit aussi, ou plutôt l'espère, que l'inflation en France ralentira à 1,7% en 2012 après 2,1% cette année.

En attendant le résultat, le projet de budget s'inscrit en effet dans une politique de rigueur. Les prélèvements vont augmenter jusqu'à 45,4% du PIB en 2015. Un record. Il faut dire que l'État est confronté à un autre record : celui du déficit commercial de la France, prévu à 73,8 milliards d'euros en 2012.

France Info

(Merci à BA)